

Communiqué de presse



Poitiers, le 4 juin 2019



EXTENSION DU PLAN PARTICULIER D'INTERVENTION AUTOUR DE LA CENTRALE NUCLEAIRE DE CIVAUX

NOUVELLE CAMPAGNE D'INFORMATION : 26 COMMUNES ET 30 500 PERSONNES CONCERNEES

Évolution du dispositif de protection des personnes

Décidée par le gouvernement, l'extension de 10 à 20 km du rayon du Plan particulier d'intervention (PPI) vise à organiser au mieux la réponse des pouvoirs publics ainsi qu'à sensibiliser et préparer la population à réagir en cas d'alerte nucléaire.

Cette extension concerne 2,2 millions de personnes et plus de 200 000 établissements recevant du public (ERP) répartis sur 1 063 communes.

Dans ce cadre, est lancée une campagne d'information et de distribution préventive de comprimés d'iode à l'attention de l'ensemble des riverains et des responsables d'ERP résidant dans un rayon de 10 à 20 km autour des 19 centrales nucléaires françaises.

L'extension du PPI de la centrale de Civaux concerne 30 500 particuliers, 1 011 ERP, 26 communes sur 1 département.

Une campagne d'information et de sensibilisation à l'attention des riverains en deux temps

La campagne d'information débute le 3 juin par un courrier envoyé à l'ensemble des riverains leur annonçant l'inclusion de leur commune dans la nouvelle aire du PPI ainsi que la distribution de comprimés d'iode en septembre 2019.

Cette campagne se poursuivra en septembre par l'envoi d'un second courrier nominatif, contenant un bon de retrait permettant aux personnes et établissements concernés d'aller retirer leurs comprimés d'iode dans une pharmacie participante.

Cette campagne vise à :

- Développer une culture de la radioprotection chez les citoyens
- Sensibiliser les particuliers et les établissements recevant du public (ERP) à la nécessité de retirer les comprimés d'iode en pharmacie
- Favoriser un fort taux de retrait des comprimés en pharmacie

CAMPAGNE COMPLÉMENTAIRE D'INFORMATION ET DE DISTRIBUTION PRÉVENTIVE DE COMPRIMÉS D'IODE

Tout au long de la campagne, un N° Vert (0 800 96 00 20) et un site internet (www.distribution-iode.com) sont mis à la disposition du public.

Afin d'organiser cette campagne, le ministère de l'Intérieur anime un comité de pilotage pluraliste composé de représentants de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), des ministères de l'Éducation nationale et de la Santé, de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens, du Conseil national de l'Ordre des médecins, de l'Association nationale des comités et des commissions locales d'information (ANCCLI) et d'EDF.

Les relais de la campagne au niveau local

La campagne est mise en œuvre par la préfète de de la Vienne, avec le concours de l'agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine, de la division territoriale de Bordeaux de l'ASN, de la centrale EDF de Civaux, de la commission locale d'information (CLI) de Civaux, des maires, des pharmaciens d'officine et des médecins libéraux des zones concernées.

Une réunion d'information a déjà été organisée à l'attention des maires. Une réunion dédiée aux professionnels de santé aura lieu d'ici la fin du mois de juin 2019. Des outils de communication : brochures d'information, dépliants sur le PPI, affiches détaillant les réflexes à avoir en cas d'alerte nucléaire, ont également été distribués aux élus.

Une volonté du gouvernement en lien avec les recommandations des autorités européennes

L'accident nucléaire de Fukushima en 2011 au Japon a conduit les pouvoirs publics à réviser les actions de protection des populations, en cohérence avec les pratiques internationales et les recommandations des autorités européennes de sûreté nucléaire et de radioprotection. L'élargissement de la zone de planification n'est pas lié à un accroissement du risque nucléaire mais permet d'améliorer l'information et la protection des personnes ainsi que la réactivité des acteurs de la gestion de crise, notamment à travers le déploiement des Plans communaux de sauvegarde (PCS).

Qu'est-ce qu'un plan particulier d'intervention (PPI) ?

Le PPI est un dispositif défini par l'État pour faire face aux risques liés à l'existence d'une installation industrielle et protéger les personnes, les biens et l'environnement.

Ce plan détermine les actions de protection et les moyens de secours associés susceptibles d'être mis en œuvre en cas d'accident. Le PPI fait partie du dispositif d'organisation de la réponse de sécurité civile (ORSEC) départemental. Si un événement nucléaire se produisait et qu'il était susceptible d'avoir des conséquences à l'extérieur du site, le préfet prendrait la direction des opérations.

Chacune des 19 centrales nucléaires françaises dispose de son propre PPI.

Extension du Plan Particulier d'Intervention (PPI) autour de la centrale nucléaire de Chinon

- 11 communes de la Vienne, situées dans le nord du Loudunais ont intégré l'aire géographique du PPI de la centrale nucléaire de Chinon (Indre-et-Loire).
- Près de 6 000 habitants sont concernés.
- La campagne d'information et de distribution de comprimés d'iode se déroulera de la même manière sur ce territoire